



**PRÉFET  
DU RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

**Direction départementale  
de la protection des populations**

DREAL-UD69-FM  
DDPP-SPE-AC

**ARRÊTÉ n° DDPP-DREAL 2022 - 136**  
portant mise en demeure  
de la société LIDL pour son magasin LIDL  
situé 21 rue Pierre Brunier à CALUIRE ET CUIRE

Le Préfet de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

- VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8 et L. 557-1 à L. 557-61 ;
- VU l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples ;
- VU le cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression du 20 juillet 2020, approuvé par la décision BSERR n° 20-037 du 19 août 2020 ;
- VU le courrier daté du 07 septembre 2015 de la société LIDL au Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie dans lequel elle s'engage à mettre en conformité l'ensemble des équipements sous pression des magasins LIDL (dont le magasin LIDL de Caluire et Cuire) avant la fin de l'année 2017 ;
- VU la visite d'inspection de la DREAL du 25 juin 2021 réalisée sur le site du magasin LIDL situé 21 rue Pierre Brunier à Caluire et Cuire ;
- VU le courrier du 01 septembre 2021 réf. : 2021-AP093-LET-Situations\_dangereuses\_LIDL\_DR05-v01s de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes demandant à la société LIDL la transmission sous 15 jours, soit le 17 septembre 2021 au plus tard, des listes récapitulatives des équipements sous pression exploités notamment sur le site du magasin LIDL de Caluire et Cuire avec les rapports d'inspection justifiant la levée des situations irrégulières et alertant la société LIDL sur la non-réalisation de contrôles réglementaires sur des systèmes frigorifiques sous pression ;

VU la réponse par courriel daté du 17 septembre 2021 de la société LIDL dans lequel elle précise la liste des systèmes frigorifiques exploités sur le site du magasin LIDL de Caluire et Cuire ; cette liste indique que quatre équipements sous pression sont exploités malgré des refus d'opérations de contrôles (inspection périodique et requalification périodique) ;

VU la réponse par courriel daté du 06 octobre 2021 de la société LIDL dans lequel elle déclare avoir planifier les requalifications périodiques le 22 octobre 2021 pour le magasin LIDL situé 21 rue Pierre Brunier 69300 Caluire et Cuire ;

VU le rapport de la DREAL réf. : 2022-AP052-RAP-Surveillance\_AN2021\_LIDL\_1714\_Caluire et Cuire daté du 21 avril 2022 faisant suite à la visite d'inspection du 25 juin 2021 et tenant compte des éléments apportés avec les réponses précitées, transmis à l'exploitant par courrier du 22 avril 2022, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ; ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que la société LIDL ne pouvait ignorer la réglementation relative au suivi en service des quatre équipements sous pression (listés en annexe) qu'elle exploite sur le site du magasin LIDL de Caluire et Cuire situé 21 rue Pierre Brunier 69300 Caluire et Cuire, du fait notamment de l'engagement de la direction LIDL de mettre en conformité l'ensemble des équipements sous pression de ses magasins avant le 31 décembre 2017 ;

CONSIDÉRANT que ces quatre équipements sous pression sont exploités depuis le 09 septembre 2019 malgré les refus de requalification périodique ou d'inspection périodique prononcés par l'organisme ASAP ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article L. 557-28 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LIDL de respecter les prescriptions de l'article L. 557-28 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

## ARRÊTE

### Article 1

La société LIDL représentée par la direction régionale LIDL de St-Quentin-Fallavier sise 17 rue de Bretagne 38070 SAINT-QUENTIN-FALLAVIER pour le magasin LIDL de Caluire et Cuire situé 21 rue Pierre Brunier à Caluire et Cuire est mise en demeure de régulariser, **sous 1 mois** à compter de la notification du présent arrêté, la situation au regard de la réglementation relative au suivi en service des appareils à pression, qu'elle exploite sur le site du magasin LIDL de Caluire et Cuire, à savoir :

- Mettre en conformité les équipements sous pression listés en annexe par la réalisation des opérations de contrôle (inspection périodique et requalification périodique) prévues par les dispositions de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service ;

### Article 2

La société LIDL devra transmettre les pièces justifiant de la réalisation des actions de régularisation décrites à l'article 1 du présent arrêté, au plus tard 5 jours après l'échéance du délai précité.

### Article 3

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### Article 4

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

#### Article 5

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lyon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois.

Pour l'exploitant, ce délai commence à courir à compter du jour où la présente décision lui est notifiée. Pour les tiers, ce délai commence à courir à compter de la publication de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal Administratif de Lyon.

#### Article 6

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de Caluire et Cuire,
- à l'exploitant.

Lyon, le **24 MAI 2022**

Le Préfet,

**Le sous-préfet,  
Secrétaire général adjoint**

**Julien PERROUDON**

Annexe

| fabricant du système frigorifique sous pression | n° série du système frigorifique sous pression | fabricant de l'équipement sous pression | n° de série de l'équipement sous pression |
|---|--|---|---|
| MITSUBISHI                                      | 22W02034                                       | MEIWA                                   | EF320034                                  |
| MITSUBISHI                                      | 34W02050                                       | MEIWA                                   | EF340001                                  |
| PROFROID  | 126596/130/31386                               | TECNAC                                  | RH-3569-08                                |
|   |  | DENALINE                                | 59348763/26                               |

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À L'ARRÊTÉ  
PRÉFECTORAL DU 24 MAI 2022

LE PRÉFET

Le sous-préfet,  
Secrétaire général adjoint

Julien FERROUDON